

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/140

14 mars 2000

(00-1028)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>JAPON</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère du commerce extérieur et de l'industrie <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ ], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [X], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Appareils et matériels électriques (chapitres 84 et 85 et autres parties du SH)
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Révision de l'Ordonnance d'application de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques
6.	<b>Teneur:</b> Conformément aux dispositions de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques, promulguée en août de l'an dernier (voir le document G/TBT/Notif.99/116) et en vigueur à compter d'avril 2001, seront énoncés: <ul style="list-style-type: none"><li>- les appareils et matériels électriques désignés assujettis à une évaluation de la conformité par l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre du commerce extérieur et de l'industrie;</li><li>- la période pendant laquelle le certificat délivré par l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre sera valide;</li><li>- la période pendant laquelle l'agrément de l'organe d'évaluation de la conformité agréé par le Ministre sera en vigueur; etc.</li></ul>
7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Conformément à la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques, il est prévu de réaliser la modification importante, à savoir le remplacement de la certification gouvernementale par un système d'évaluation de la conformité faisant intervenir l'autodéclaration ou la certification par des organismes tiers, et la participation d'entités privées tierces à un organe d'évaluation de la conformité. Ces mesures sont nécessaires pour assurer l'application harmonieuse de la Loi.
8.	<b>Documents pertinents:</b> Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques

<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> Mars 2000 <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Avril 2001
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 23 mars 2000
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:</b>